



COMMUNIQUE

Les populations espèrent une condition de vie meilleure. Les beaux discours et le simulacre de démocratie ne sont plus tolérés. Que la justice, la transparence et la redevabilité soient de rigueur !

A l'avènement du Nouvel An 2020, nous, les membres du Bureau national de la PFNOSC/VOIFIRAISANA et du Comité National d'Orientation et de Suivi Stratégique (CNOSS) des 22 Régions en son sein, adressons à nos membres, à la population Malagasy ainsi qu'aux populations des cinq continents épris de paix, de justice et de progrès, une année durant laquelle règnent le bon voisinage et l'amitié entre les peuples et que les fruits de la croissance seront partagés équitablement pour éradiquer efficacement la pauvreté qui accable la majorité des populations à travers le monde.

La PFNOSC partage la douleur des familles, à Madagascar, en Australie et dans d'autres recoins du monde, victimes d'inondations, d'incendies ou d'autres formes d'aléas qui ont causé des pertes de vie humaines, la destruction de l'environnement et des faunes et des flores ainsi que des dégâts matériels considérables.

Nous félicitons la mise en place du nouveau gouvernement qui, nous l'espérons vivement, avec la qualité des savoir et savoir-faire de ses membres, a la sensibilité des réalités malagasy, du patriotisme et de l'intégrité ainsi que la latitude nécessaire et suffisante pour enclencher une croissance économique rapide et partagée pour sortir rapidement les Malagasy de l'indigne et dégradante pauvreté. Que Madagascar et les 25 millions de malagasy ne soient pas un laboratoire où chaque année, les expérimentations sont renouvelées à défaut de satisfaction.

Nous profitons de cette occasion pour partager nos réflexions sur les réalités mondiales et nationales qui pour l'ensemble ne vont pas dans le sens des intérêts des populations notamment les plus vulnérables. Quelques analyses et recommandations sur des sujets majeurs parmi les multitudes de priorités de Madagascar, qui concernent les questions de préoccupation et domaines d'intervention de la PFNOSC et des Plates-Formes Régionales de la Société Civile et associations qui sont ses démembrés, seront ainsi soulevées dans ce communiqué.

Au niveau mondial et sous régionaux :

- **Appel au calme et au dialogue aux Proche et Moyen-Orient, et respect de la souveraineté africaine**

Nous exprimons nos profondes inquiétudes face à l'escalade de la violence aux Proche et Moyen Orient, et nous nous interrogeons sur les conséquences, non seulement sur la population de ces sous-régions, mais aussi des risques réels de glissement vers une guerre totale dont les effets dévastateurs seraient catastrophiques pour l'humanité toute entière. Nous sollicitons la bonne volonté de tous les acteurs intervenant dans ces régions, sous l'égide des Nations Unies, pour qu'une solution durable soit trouvée rapidement, et ce, dans l'apaisement et le respect mutuel.

Nous félicitons la prise de responsabilité dernièrement de l'Union Africaine dans la recherche de solution durable à la crise libyenne. Les conflits en Afrique doivent être résolus par les africains et en terre africaine, selon une démarche qui réponde prioritairement à nos valeurs propres et surtout à nos intérêts stratégiques. Cette initiative doit revenir uniquement et de manière souveraine à l'Union Africaine. Pour pouvoir exprimer sa notoriété sur la scène mondiale, elle doit être solidaire et trouver les moyens propres de sa souveraineté.

Au niveau de l'Océan Indien :

- **Les îles malagasy de l'Océan Indien : l'ère de la colonisation est révolue !**

La PFNOSC est jalouse de l'intégrité et le caractère inaliénable de l'ensemble du territoire de Madagascar ainsi que de la souveraineté nationale du pays. Nous condamnons avec virulence tous propos dégradants et humiliants à l'encontre de la population Malagasy et toute forme de colonialisme sur les patrimoines nationaux. La PFNOSC porte une attention particulière sur les îles de Madagascar dans l'Océan Indien reconnues légitimement par les Nations Unies à travers la résolution n°39/91 du 12 décembre 1979 comme étant une propriété malagasy à part entière. Nous réprovoons toutes décisions sur le mode de gestion de ces îles qui ne privilégient pas l'intérêt stratégique de Madagascar.

Nous exigeons une simple restitution de ces îles exemptée de toute forme éventuelle de manigance et complicité obscure, et une gestion saine et transparente des richesses naturelles et minières par le gouvernement malagasy dans la préservation des intérêts supérieurs de Madagascar et de sa population.

Plate-Forme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar (PFNOSC)

Lot II M 71 B Antsakaviro, Antananarivo-101

E-mail : plateformeosc@gmail.com – Tél.: 0342908189 – 0340688365

Facebook : Pfnoscm Madagascar

Au niveau national :

- **A quand les élections démocratiques sur lesquelles peuvent reposer la confiance de la majorité ?**

Dans l'apparence, les élections qui ont eu lieu à partir de 2018 avec les présidentielles et qui se sont terminées en novembre 2019 avec les communales et les municipales marquent une certaine avancée dans le processus d'alternance démocratique à Madagascar. Les fortes appréhensions à une crise post-électorale surtout lors des présidentielles ont été contredites par la réalité malgré les tensions qui s'en suivaient même si elles laissent trainer des frustrations jusqu'à maintenant. La PFNOSCM qui a participé au sein du mouvement ROHY à des actions de plaidoyer pour améliorer avec beaucoup de difficultés le cadre légal sur les élections en 2017-début 2018, et qui a été active dans l'observation de ces élections à tous les niveaux restent cependant convaincue que les principes démocratiques qui doivent régir les élections définis dans les instruments internationaux, africains et régionaux (SADC) que Madagascar a ratifié n'ont pas été respectés dans leur majorité dans les lois organiques sur les élections et dans leur mise en œuvre (principes d'inclusivité, d'égalité des chances, de transparence, d'honnêteté, d'équité, de liberté, ..). La violation de la neutralité de l'administration publique et de l'indépendance judiciaire en faveur des « *kandidam-panjakana* » ou candidats du parti politique majoritaire au pouvoir à toutes ces élections, dénoncées d'ailleurs par un groupe de magistrats pour le cas des communales et municipales, était flagrante. Ce qui justifie dans une très large mesure la baisse continue de la participation des électeurs durant ces élections. C'est un signe grave de crise de confiance et de légitimité, et un frein certain au processus de réconciliation nationale tant attendu dont le pays a fortement besoin pour sa guérison face aux problèmes sociétaux qui le minent.

Pour améliorer le système électoral malagasy et restaurer la confiance des citoyens à ce système, la PFNOSCM estime qu'une volonté politique réelle de tous les acteurs électoraux doit précéder la refonte participative et consensuelle du cadre légal sur les élections, la revue en profondeur de l'approche, de la méthodologie de la confection de la liste électorale et sa sécurisation, ainsi qu'une réelle indépendance de la CENI et des juridictions électorales.

- **Une politique et stratégie de lutte efficace contre le changement climatique : une urgence pour Madagascar**

Nous sommes tous témoins de ce qui se passent dans le monde en matière de problèmes environnementaux avec des conséquences quasi-irréversibles. La grande île et l'Indonésie font face en ce moment aux problèmes majeurs d'inondation tandis que l'Australie lutte contre la propagation des feux de brousse d'une grande ampleur sur l'ensemble de son territoire. Madagascar doit en tirer des leçons sur les causes profondes et lointaines de ces phénomènes et la PFNOSCM sollicite le nouveau gouvernement de voir de près la mise en œuvre de la politique et des stratégies pour la lutte contre le changement climatique et l'engagement de chacun des citoyens. L'exploitation irraisonnée et abusive des ressources minières, forestières et halieutiques sera, entre autres, à l'origine d'une inévitable crise environnementale et alimentaire à Madagascar, au détriment de la future génération.

La PFNOSCM, en tant que société civile, souhaite apporter sa part de brique à la conception, la mise en œuvre et le suivi de toutes politiques et stratégies pour lutter efficacement contre le changement climatique sur tout le territoire de Madagascar en impliquant chaque citoyen.

- **Alerte au risque de disparition totale de la couverture forestière, des faunes et des flores !**

L'année 2019 est encore marquée par un recul nettement inquiétant de la couverture forestière de Madagascar provoqué par les défrichements liés à la migration interne désorganisée et anarchique, et favorisée par une corruption où règne l'impunité. « Entre 50 000 et 100 000 hectares de forêts sont détruits chaque année »¹. Les faunes et les flores malagasy dont au moins 80% sont endémiques demeurent jusqu'ici en proie à des prédateurs sauvages. Elles sont aussi marquées par l'impact du changement climatique amplifiant la vulnérabilité sociale et économique de la population déjà à faible capacité de résilience. Elles sont irremplaçables et ne peuvent pas être reconstituées du moins pour la plupart. Sans un engagement rigoureux et porté par un ensemble de mesures conséquentes, nos couvertures forestières déjà fortement réduites sont vouées à une totale disparition. Les pertes économiques ainsi que les dégâts écologiques que cela va provoquer sont fortement préoccupantes.

La décision politique prise par le gouvernement de couvrir tout Madagascar de forêt depuis cette année est une bonne initiative mais insuffisante pour faire face aux menaces qui guettent en permanence nos flores et nos faunes. La PFNOSCM appelle aux décideurs de développer et d'engager urgemment une vision commune de développement durable traduit par des politiques sectorielles cohérentes, garantissant un développement intégré.

- **Eaux contaminées et menace sanitaire à Fort-Dauphin : la transparence et des mesures urgentes s'imposent si le cas est avéré**

Dans le cadre de l'exploitation minière à Madagascar, une étude sur la qualité des eaux à proximité des sites d'exploitation de QMM à Fort-dauphin a été effectuée par une ONG Britannique dénommée Andrew Lees Trust. Les résultats publiés le 20 décembre 2019 dans le journal anglais « Reuters », a conclu que les eaux aux alentours des sites seraient contaminées 350 fois en plomb et 63% plus élevés en uranium par rapport au taux normal recommandé par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Cette situation serait à l'origine des diverses maladies qui affectent les communautés riveraines.

¹ « A Madagascar, les lémuriens et leur forêt menacés par le braconnage », Le Monde, 22 avril 2019

Devant cette circonstance, la PFNOSCM demande au Gouvernement malagasy de constater et de suivre de près cette situation afin d'éviter toute contamination humaine.

- **Pour une politique sécuritaire efficace respectant les droits de l'Homme**

Malgré la volonté déclarée du pouvoir actuel de combattre l'insécurité urbaine et rurale traduite par les mesures prises pour rapprocher les forces de l'ordre des populations et l'achat de plusieurs lots de matériels militaires, le fléau ne cesse de hanter l'esprit de chaque citoyen à tout instant. Les enfants et les adolescents sont particulièrement touchés, et on trouve aussi se multiplier des cas de violence physique significative. L'usage de la force allant au-delà des limites établies, aggravé par l'incapacité des institutions de faire face efficacement à la criminalité et à la violence, ne fait qu'accroître l'insécurité des populations. La récurrence, ces derniers temps, d'éléments de forces de l'ordre menacer ou tirer à bout portant avec des armes de guerre, des civils innocents semblent dévoiler l'insubordination hiérarchique qui y règne, favorisée certainement par le népotisme et la corruption.

Le Ministère public, les forces de sécurité ainsi que le système carcéral n'ont pas développé les capacités nécessaires afin d'apporter une réponse efficace, au moyen d'action, de prévention et de répression légitimes à la criminalité et à la violence. La justice est profanée, et devient source de frustration et de contestation à l'ordre établi lorsque l'autorité judiciaire accepte de l'argent ou d'autres cadeaux et faveurs d'une personne ou d'un groupe ou si elle est sous le contrôle d'une force occulte qui lui dicte les verdicts. C'est ainsi que naît et se reproduit le cycle de la violence, et donc l'insécurité permanente.

Pour la PFNOSCM, le problème de sécurité ne peut être résolu par la violence même si celle-ci prend la couverture légale, et a fortiori lorsqu'elle est abusée outre mesure, car la violence appelle la violence. Il serait difficile d'éradiquer l'insécurité sans une approche intégrant la sécurité citoyenne dans le concept de sécurité humaine selon lequel le citoyen est protégé contre le chômage, la famine, la menace des aléas climatiques (cas actuel des riziculteurs d'Ambatondrazaka qui voient leurs rizières, leurs sources principales de revenu, anéanties par l'inondation) ou d'abus d'autorité (cas des paysans d'Ambohitrmanjaka qui voient leurs rizières remblayées de force sans leur libre consentement). Le citoyen doit être également protégé de la corruption, de l'impunité et du népotisme. Cette vision de la politique sécuritaire doit reposer sur un socle démocratique solide où une décentralisation dotée de ressources nécessaires et suffisantes ainsi que de pouvoir décisionnel donne force aux fokolonona qui prennent en main leurs destinées (*fokonolona tompon-draharaha*).

- **L'urbanisme, levier de développement ?**

Les villes malgaches n'échappent pas au phénomène mondial d'urbanisation rapide amplifiée par la crise économique chronique et l'insécurité en milieu rural. Sans nous verser exclusivement dans l'aspect démographique, on aborde les problématiques de l'urbanisation par la capacité d'accueil des villes du flux de la population rurale et l'augmentation de la population urbaine. Les infrastructures publiques, notamment les équipements de base ne sont pas entretenus convenablement depuis des décennies nécessitant de nouvelles infrastructures dans le cadre de plan d'aménagement et de plan d'urbanisme pour la rénovation des quartiers et l'extension des villes pour suivre l'augmentation de la population urbaine. Cette extension rapide et désordonnée des villes malgaches se traduit par la prolifération des constructions illicites en l'absence de permis de construire voire le laxisme et la corruption dans la délivrance des autorisations de construire par les communes. Se cantonner à cette logique de permis de construire serait insuffisant pour expliquer la problématique pour éradiquer le phénomène des constructions illicites. En termes d'habitat, les pouvoirs publics qui se sont succédés n'ont pas une vision claire à ce sujet et n'ont pas donné la priorité à la construction de logements sociaux pour héberger les couches vulnérables dont les dernières réalisations remontent dans les années 60 et 70, à l'exemple de la ville d'Antananarivo avec la construction des cités d'Analamahitsy, Ampefiloha, Mandroseza, Ambodin'Isotry et des 67 hectares.

Pour la PFNOSCM, priorités doivent être données à l'extension des villes malgaches par l'aménagement des terrains à proximité immédiate des portails de chaque grande ville pour pouvoir ériger des constructions de logement économique, à loyer modéré avec les équipements de base comme les marchés, les infrastructures sanitaires et éducation de base pour accueillir les nouveaux migrants. De telle perspective nécessite un plan d'urbanisme avec les conséquences pratiques comme l'expropriation de terrains ciblée en concertation avec les autorités communales concernées et la participation du public dont la société civile serait un des piliers majeurs pour la réussite de l'opération. Cette participation de la société civile est prévue par les dispositions de la nouvelle loi sur l'urbanisme dans le cadre de la consultation du public pour valider le futur plan d'urbanisme. Cette optique est avancée pour la simple raison que l'Etat ne dispose plus de terrains pour exécuter les visions contenues dans les plans d'urbanisme et plans d'aménagement à élaborer par les communes. La protection des couches vulnérables de la population doit être prise en compte dans la perception d'une ville harmonieuse et est considérée comme un élément essentiel, un levier de développement de la cité.

- **Politique de l'éducation nationale : pour un changement de paradigme et d'approche**

L'être humain est au centre de tout. Si une communauté donnée peut vivre paisiblement, en harmonie avec son environnement et dans la complémentarité, c'est parce que les êtres humains qui la compose, c'est-à-dire hommes, femmes, âgés, jeunes, enfants, toutes confessions, tendances politiques et origines sociales et ethniques confondues, instruits ou pas, riches des valeurs qui forment leur identité, ont l'intelligence de s'organiser, se mutualiser et s'estimer les uns des autres (*mifanome hasina*) pour bâtir un vivre ensemble solidaire, capables de s'affirmer et de grandir face à toutes sortes d'influences extérieures dues à une mondialisation inévitable. Comment construire un profil de Malagasy qui peut

répondre à cet idéal ? Telle est, du point de vue de la PFNOSCM, la question fondamentale que doit répondre toute politique de l'éducation à Madagascar.

Pour soumettre et exploiter un peuple à leur guise, les colonisateurs se sont servis de l'éducation pour détruire son identité, c'est-à-dire, l'« épine dorsale » qui lui permet de s'affirmer dans sa plénitude face à l'autre. A l'ère de l'indépendance, cette déstructuration mentale se poursuit sous d'autres formes pour servir une classe bourgeoise qui contrôle l'économie et le pouvoir politique. L'alphabétisation des adultes est négligée. L'éducation nationale reste problématique car on laisse trainer le débat sur le choix de la politique et programme adapté aux besoins et réalités du pays. Le programme éducatif des élèves des écoles publiques change d'un régime à l'autre et on ne se soucie nullement du désastre que cela provoque dans la construction de l'Homme malagasy. La création de plusieurs ministères pour l'éducation nationale « consacre, en partie, un fonctionnement hautement fractionné du secteur d'éducation et de formation, rendant ainsi difficile sa coordination »². Le résultat catastrophique des derniers examens assortit d'attitude amoralisée (fuite de sujets au baccalauréat) n'est pas seulement un signal fort de l'échec du système éducatif malagasy. Plus que cela, c'est l'image d'une société malagasy mal instruite qui perd son sens pratique, son sens critique, son sens moral, son sens de l'honneur, bref son identité. Par ce dysfonctionnement, l'école ne peut être que facteur de sélection et d'inégalité sociale.

Pour la PFNOSCM, la problématique de l'éducation à Madagascar va bien au-delà des questions de budget consacré annuellement à l'éducation nationale (insuffisant ou pas) ou de calendrier (vacances en hiver ou en saison de pluie). C'est par l'éducation que l'on construit une Nation. Une politique et stratégie de l'éducation nationale qui repose sur les besoins et les intérêts de chaque régime qui se succède au pouvoir est fatale pour l'avenir des générations futures et pour le devenir de Madagascar. Le secteur éducatif doit rester un domaine de souveraineté malagasy, et une priorité des priorités. La formulation d'une politique de l'éducation doit partir d'un nouveau paradigme qui tient compte des dimensions historiques, qui repose sur la construction d'un profil malagasy idéal vivant dans une communauté voulue, qui met en valeurs les « *Soatoavina Malagasy* » selon une vision long terme partagée par tous les Malagasy dans leurs riches diversités, et qui aigüise la capacité de faire face à l'évolution du monde.

Pour conclure, force est de constater que les défis restent multiples et complexes. La complexité de la situation vient tout simplement de l'inconscience des minorités nationales et multinationales envahies par l'égoïsme, la soif du pouvoir et de l'argent, qui en conséquence, mettent en péril la sécurité, l'environnement et les conditions sociales de la majorité.

A cause d'une mondialisation irraisonnée, chaque pays dont Madagascar n'est pas épargné des conséquences néfastes des conflits et des problématiques globales qui préoccupent l'ensemble de l'humanité (changement climatique, sécurité alimentaire, pauvreté et migration, eau, énergie, ressources halieutiques...).

La PFNOSCM fait appel à la prise de conscience citoyenne et patriotique de chaque Malagasy et de tous les citoyens du monde pour une attitude plus saine et responsable envers le devenir de notre planète commune et de l'humanité toute entière.

Antananarivo, le 03 février 2020

Au nom du Bureau national et des membres du
CNOSS des 22 Régions de Madagascar

² PSE 2018-2022, p16